

## L'exaspération est à sa comble !

Les enseignants, les élèves et leurs parents désapprouvent la carte scolaire 2021-22



L'exaspération est à sa comble !

Les élus locaux de Gauche s'associent pour envoyer au Recteur d'Académie une lettre commune.

**Gisèle Biemouret, députée du Gers, Ronny Guardia-Mazzoleni, conseiller régional, Jean-Louis Guilhaumon, vice-président de la Région Occitanie, Philippe Martin, président du Département du Gers, et Franck Montaugé, sénateur du Gers, transmettent ce courrier commun à la presse :**

« Ces derniers jours, Monsieur le Recteur de l'Académie de Toulouse et Monsieur le Directeur des Services Académiques du Gers ont présenté aux élus les perspectives concernant la rentrée scolaire 2021 - 2022 dans notre Département.

Celles-ci ont d'ores et déjà suscité la stupéfaction et la colère des membres de la communauté éducative et des parents d'élèves. Plusieurs mobilisations ont eu lieu ou sont en cours dans les collèges et lycées de Condom, de Mirande, de Plaisance ou de Nogaro, et dans de nombreuses écoles du premier degré.

Nous sommes solidaires de ces mouvements.

Qu'il s'agisse de la quinzaine de fermetures de classes programmées dans les écoles primaires ou maternelles des petites communes rurales, ou de la baisse du nombre d'heures d'enseignement dans les collèges ou dans les lycées, l'école publique dans le Gers sera inmanquablement perdante si ces mesures sont mises en œuvre.

Dans le contexte actuel de crise sanitaire, économique, sociale, au moment où les conditions d'enseignement et d'accueil des élèves génèrent d'innombrables questions chez les parents et les enseignants, il est inimaginable que l'Éducation Nationale puisse amplifier ces inquiétudes en fermant un nombre considérable de classes dans le Gers à la rentrée 2021 - 2022, en réduisant le nombre d'heures d'enseignement dans plusieurs collèges et lycées, en fragilisant l'enseignement de la langue Occitane et en augmentant de fait le nombre d'élèves par classe.

Alors que le Gouvernement a su, à bon droit, mettre en œuvre des moratoires, fiscaux et sociaux, pour les entreprises afin que celles-ci puissent surmonter la crise sanitaire, il serait incompréhensible que les critères utilisés par l'Éducation Nationale « hors période de crise » ou les règles budgétaires habituelles, servent aujourd'hui de référence pour justifier ces nombreuses fermetures.

Comme pour tous les secteurs d'activité du Pays, et dans un moment singulier pour notre communauté nationale, l'école de la République a elle aussi besoin de sérénité.

C'est la raison pour laquelle nous demandons au Gouvernement, et aux autorités locales de l'Éducation Nationale, de mettre en œuvre un « moratoire éducatif », en renonçant aux fermetures de classes envisagées dans le primaire ainsi qu'aux réductions d'horaires d'enseignement dans le secondaire, et en ouvrant un dialogue avec les élus, les représentants des personnels enseignants et les parents d'élèves. »